

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 03/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **METROPOLE ROUEN NORMANDIE**

Immeuble le 108  
108 Allée François Mitterrand - CS 50589  
76100 Rouen

Références : 2025.07.T.390.SB/VB  
Code AIOT : 0005800489

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement METROPOLE ROUEN NORMANDIE implanté Rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre du programme de suivi des installations classées pour l'année 2025, en particulier du suivi des établissements prioritaires, l'inspection s'est rendue le 18 juin 2025 sur le site de la Métropole Rouen Normandie situé au n°2, rue de l'Ancienne Mare à Petit-Quevilly (76140), afin de vérifier la conformité de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juin 1997 modifié notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2005.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METROPOLE ROUEN NORMANDIE
- Rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005800489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 24 juin 1997 (modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 mars 2005 et du 11 octobre 2012) à incinérer des boues de station d'épuration urbaine. De plus, la gestion de l'exploitation du site par la société MEROPUR (filiale de SUEZ) a été renouvelée pour une durée de 8 ans à partir du 31 janvier 2025 dans le cadre d'un marché de délégation de service.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a remis le rapport d'activité au titre de l'année 2024 (avec annexe) en format papier. L'inspection confirme que les rapports d'activité trimestriels et annuels peuvent désormais être transmis uniquement par voie dématérialisée. Un accusé de réception sera transmis par retour de mél.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.1.10.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.1.10.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.2.6.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Stockage des déchets avant élimination	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.8	Demande d'action corrective	1 mois
8	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Vérification et entretien	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis d'attirer l'attention de l'exploitant sur sa gestion en cas d'incendie dans ses installations notamment sur les moyens matériels disponibles pour alimenter le réseau d'eau incendie ainsi que sur sa capacité à confiner un déversement accidentel et/ ou des eaux d'extinction sur son site.

Il est ainsi attendu de la part de l'exploitant de mettre en place des dispositifs de pompage des eaux incendie ou de justifier qu'ils ne sont pas nécessaires sous couvert de l'avis des services de secours des pompiers, de rédiger et transmettre sa procédure en cas de déversement accidentel et / ou d'un incendie sur son site, de confirmer le volume de rétention disponible toute l'année.

Concernant l'exploitation du site, l'exploitant doit entretenir les espaces verts afin de dégager de toute végétation les poteaux incendie ainsi que les prises d'eau « pompiers » sur les clarificateurs et les rendre visibles et facilement accessibles, réparer l'enrobé au niveau du sol ainsi qu'un boîtier de protection d'une armoire électrique.

Des demandes sont donc formulées sur ces points.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ateliers et stockages
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le sol des ateliers où sont stockés, transvasés ou utilisés des produits dangereux ou polluants, solides, liquides ou liquéfiés, doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage ...) puissent être drainés vers une capacité de rétention étanche dont le revêtement résiste à l'action physique et chimique des produits.  De même, tout récipient susceptible de contenir des produits liquides polluants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand récipient, 50 % de la capacité des récipients associés.  Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume de rétention doit être au moins égal à : dans le cas des liquides inflammables (sauf les lubrifiants), à 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, à 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, à 800 litres minimum ou à la capacité totale si celle-ci est inférieure à 800 litres.  Cette disposition n'est pas applicable aux capacités de traitement des eaux résiduaires.  L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence.  L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas de déversement dans une capacité de rétention doivent être éliminés comme des déchets dans des installations régulièrement autorisées au titre du Code de l'environnement.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs aériens et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits qu'ils contiennent et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### **Constats :**

L'inspection constate que le sol des ateliers où sont stockés les produits dangereux est étanche et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement puissent être drainés vers une capacité de rétention étanche.

De même, les récipients pouvant contenir des produits liquides polluants sont associés à une capacité de rétention. Les fûts et autres emballages sont bien identifiés.

L'inspection constate la présence :

- d'une benne contenant les refus de grille/flottants de la station d'épuration qui sont évacués vers une filière d'élimination autorisée (incinération),
- de bennes de déchets de plastiques, de carton, de bois qui sont valorisées via une filière dûment autorisée ;
- de big-bags fermés et étiquetés contenant les résidus d'épuration des fumées d'incinération des boues (REFIB) dans l'attente d'être évacués (à partir d'une vingtaine de big-bag) vers une filière d'élimination (enfouissement) ;
- une benne contenant des sables noirs issus de la station qui sont criblés pour éliminer les impuretés avant d'être envoyés vers une filière de recyclage des matériaux inertes, notamment en technique routière.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1** : L'exploitant transmettra à l'inspection **au plus tard sous un délai d'un mois** les analyses effectuées sur les sables noirs afin de justifier que ces matériaux sont conformes au sens du guide SETRA de mars 2011 (« Acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière. Evaluation environnementale ») pour une utilisation en technique routière, notamment en lit de pose dans le cadre de travaux d'assainissement.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 1 mois

## N° 2 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.1.10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux résiduares
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les effluents générés par l'installation d'incinération (eaux résiduares) sont constitués des eaux de lavage des sols, des surverses du décanteur, des filtrats des purges du lavage des effluents atmosphériques, et des écoulements et eaux pluviales de ruissellement issues des zones de dépotage des boues.</p> <p>Ces effluents sont envoyés pour traitement en amont de la station d'épuration de la CAR.</p> <p>Les purges du lavage des effluents atmosphériques sont préalablement traitées avant de rejoindre la station d'épuration du site, afin de respecter les valeurs limites de rejet fixées dans le courrier du 13 janvier 2025, ainsi qu'un pH compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 en cas de neutralisation alcaline) avant mélange avec les autres effluents. Ces purges ne doivent pas altérer le fonctionnement de la station d'épuration.</p> <p>Le débit moyen de rejet des purges traitées est inférieur à 70 m<sup>3</sup>/j.</p> <p>La dilution des rejets aqueux est interdite.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux de lavages des sols dans l'installation d'incinération sont renvoyés directement en tête de la station d'épuration au poste de récupération au niveau du prétraitement ;</li><li>- les eaux des purges de lavage des effluents atmosphériques et de la surverse du décanteur qui subissent un traitement in situ afin de récupérer les polluants (REFIB), avant d'être renvoyées en tête de la station d'épuration, au même niveau que les eaux de lavages des sols : ces eaux de lavage traitées font l'objet d'analyse mensuelle dont le débit moyen de rejet est de 15 m<sup>3</sup> par jour soit inférieur à la limite journalière de 70 m<sup>3</sup>/j ;</li><li>- les eaux pluviales de ruissellement issues de la zone de dépotage des boues sont canalisées et renvoyées en tête de la station d'épuration.</li></ul> <p>Lors de la visite du site, l'inspection constate la présence d'un affaissement de l'enrobé bitumineux au sol à proximité d'un caniveau d'évacuation des eaux pluviales.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b><u>Demande n°2 :</u></b> l'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b> procéder à la réparation de l'enrobé afin de prévenir toute pollution du sol, que l'exploitant pourra justifier par la transmission à l'inspection d'une photographie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Prévention des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.1.10.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux d'extinctions d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est équipée d'un bassin qui doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Le volume de ce bassin doit être au moins égal à 240 m <sup>3</sup> . Le bassin tampon de la station d'épuration peut être utilisé à cette fin. Les eaux recueillies sont ensuite soit traitées par la station d'épuration conformément aux dispositions de l'article 3.1.10.1, soit éliminées dans une installation régulièrement autorisée au titre du Code de l'environnement si elles sont susceptibles d'altérer le fonctionnement de la station.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate la présence d'un bassin tampon constitué de 3 bassins distincts de 7 000 m <sup>3</sup> chacun qui pourrait faire office de rétention des eaux d'extinction incendie via un système de pompage selon les dires de l'exploitant.  En cas d'incendie, l'exploitant explique fermer 2 vannes de refoulement de la fosse toutes eaux (de 250 m <sup>3</sup> ) vers le système de traitement de la station d'épuration ce qui permettrait de retenir les eaux d'extinction avec une mise en charge dans les canalisations. L'inspection constate qu'il n'y a aucune signalisation voire consigne à tenir en cas de déversement accidentel et/ou d'incendie affichée dans la partie où se situent les 2 vannes. En cas de besoin et au delà d'un volume à confiner de 240m <sup>3</sup> , l'exploitant précise qu'il mettrait en place un système de pompage vers le bassin tampon.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b><u>Demande n°3 :</u></b> L'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b> rédiger et transmettre à l'inspection les consignes à suivre lors d'un déversement accidentel et/ou d'un incendie et notamment identifier les moyens (matériels et humains) à mettre en œuvre pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. L'exploitant doit également confirmer que le volume de 240 m <sup>3</sup> est toujours être disponible pour récupérer notamment les eaux d'extinction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.2.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, campagne de mesures externes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures par an :  de l'ensemble des paramètres mesurés en continu ainsi que du fluorure d'hydrogène (HF) s'il n'est pas mesuré en continu, des paramètres visés aux paragraphes 3.2.5.4 et 3.2.5.5.  Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que l'exploitant a fait réaliser en 2024, 2 campagnes de mesures sur les rejets atmosphériques par un organisme externe accrédité COFRAC dont les résultats ne relèvent pas de dépassement. L'inspection note que la deuxième campagne s'est effectuée en janvier 2025, initialement prévue en décembre 2024 mais décalée pour des raisons d'indisponibilité du personnel de l'organisme de contrôle. Cette campagne compte au titre de l'année 2024. L'inspection constate que l'exploitant a bien programmé deux nouvelles campagnes en 2025 en mai et octobre pour éviter le désagrément de fin d'année 2024. L'inspection constate que le paramètre benzo(a)pyrène (sous surveillance annuelle) n'a pas été mesuré en 2024 et qu'il ne figure pas dans l'analyse de mai 2025 dont les résultats n'ont pas encore été transmis par le laboratoire d'analyse. L'exploitant déclare avoir oublié ce paramètre et indique l'inclure sur la campagne d'octobre 2025 dont les résultats seront transmis à l'inspection lors de la transmission du bilan activité du 4 <sup>e</sup> trimestre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b><u>Demande n°4 :</u></b> L'exploitant doit <b>au plus tard avant le 31 décembre 2025</b> effectuer une mesure du benzo(a)pyrène dont le rapport sera à transmettre à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 5 : Stockage des déchets avant élimination**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage des déchets avant élimination
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque déchet est clairement identifié et repéré.  Les déchets solides ou cendres produits par les électrofiltres sont stockés dans un silo avant d'être éliminés suivant les dispositions prévues au titre 3.3.4 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate l'absence d'identification de chaque déchet/ produits dans les silos de stockage suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- de boues de 250 m<sup>3</sup> avant incinération pour palier un arrêt éventuel du four ;</li><li>- de chaux de 160 m<sup>3</sup> en prévision si l'incinération venait à faire défaut ;</li><li>- de cendres issues de l'incinération des boues de 160 m<sup>3</sup> : silo calorifugé pour maintenir les cendres sèches et éviter les colmatages.</li></ul> L'exploitant indique qu'un chargement de cendre s'effectue par semaine soit environ 1500 tonnes à l'année. Les cendres sont valorisées comme agent stabilisateur dans un centre d'enfouissement de déchets dangereux. L'exploitant a présenté le CAP (certificat d'acceptation préalable) valide jusqu'au 31/12/2025 mais n'a pas pu présenter les résultats d'analyses.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b><u>Demande n°5 :</u></b> L'exploitant doit <b><u>au plus tard sous un délai d'un mois</u></b> identifier les déchets/ produits sur chaque silos et transmettre à l'inspection les résultats d'analyse sur les derniers échantillons de cendre valorisée comme agent stabilisateur par la filière d'élimination.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Vérification et entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Pompe alimentation incinérateur
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident (fours d'incinération, installations de traitement des fumées, stockages, rétentions, canalisations, ...) ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention (installations électriques, dispositifs de sécurité, extincteurs, capteurs, ...) font l'objet de vérifications et d'entretiens aussi nombreux que nécessaires afin de garantir leur efficacité et fiabilité. Ces vérifications et contrôles sont réalisés par des personnes ou des organismes compétents.  Ces dispositions sont notamment nécessaires avant et après toute suspension d'activité de l'instal-

<p>lation supérieure à quatre semaines et au moins une fois par an.</p> <p>Ces vérifications sont consignées dans un registre ouvert prévu à cet effet, mis à disposition de l'inspection des installations classées, et mentionnant :</p> <p>date et nature des vérifications,</p> <p>personne ou organisme chargé de la vérification,</p> <p>motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que la pompe provisoire alimentant l'incinérateur en boues est toujours en place. L'exploitant précise que la nouvelle pompe est commandée auprès du même fournisseur qui devrait l'installer en juillet/ août 2025.</p> <p>L'exploitant explique que l'ancienne pompe n'était pas assez puissante pour alimenter suffisamment (en poussant les boues) le four n°2 (mis en service en mars 2024) se situant plus loin que le four n°1.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables par des personnes compétentes. En outre, les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables.</p> <p>Les installations sont protégées contre les effets de la foudre conformément à la circulaire et à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 ainsi qu'à la norme NF-C 17100.</p> <p>Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et le cas échéant de l'installation extérieure de protection contre la foudre doivent être interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur. Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre doivent être effectuées selon les normes et les réglementations en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées par un organisme agréé le 25 juillet 2024 dont le rapport avait relevé 15 observations avec un rapport Q18 associé concluant à un risque d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a levé les observations, notamment les non-conformités sur le risque incendie et réalisé une contre-visite le 15 octobre 2024 dont le rapport conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant a également transmis à l'inspection par courriel du 31 mars 2025 le rapport d'activité</p>

<p>au titre de 2024 qui comprenait notamment le tableau de suivi des contrôles électriques actant la levée des observations au 30 décembre 2024.</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié parmi les 15 observations, le point 13 et constate que la dégradation mécanique des verrous sur le coffret électrique, dans l'atelier de maintenance au RDC de l'incinérateur a bien été réparée.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection constate qu'un boîtier de protection d'une armoire électrique est détérioré.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n°6 :</u></b> l'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b> procéder à la réparation du boîtier de protection de l'armoire électrique qu'il pourra justifier à l'inspection par la transmission d'une photographie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Moyens de lutte incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Défense intérieure et extérieure contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie et extincteurs pour lutter efficacement contre l'incendie. Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir.</p> <p><b><u>4.12.1. Défense extérieure contre l'incendie</u></b></p> <p>Le réseau d'eau d'incendie est maillé et sectionnable. Il comporte au minimum 2 poteaux incendie pouvant délivrer simultanément un débit unitaire de 60 Nm<sup>3</sup>/h sous une pression minimale de 1 bar.</p> <p>La défense incendie du site est également assurée par au moins une prise d'eau "pompiers" installée et repérée sur l'un des clarificateurs de la station d'épuration. Cette prise d'eau (munies d'un demi-raccord de 100 mm permettant le branchement aisé des matériels des sapeurs-pompiers) doit être facilement accessible aux moyens de secours extérieurs.</p> <p>L'établissement dispose d'au moins deux groupes de pompage et de deux sources d'énergie distinctes pour l'alimentation du réseau d'eau incendie.</p> <p><b><u>4.12.2. Défense intérieure contre l'incendie</u></b></p> <p>Des extincteurs appropriés aux risques encourus sont disponibles sur le site en nombre suffisant. Leur emplacement est matérialisé.</p> <p>Des membres du personnel spécialement désignés sont formés à l'utilisation des moyens de secours. Des exercices doivent avoir lieu au moins tous les 6 mois et être transcrits sur un registre de sécurité.</p>

## Constats :

L'inspection constate :

- la présence de 2 poteaux incendie sur le site : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier s'ils délivrent simultanément un débit de 60 m<sup>3</sup>/h ;
- 4 prises d'eau « pompiers » installées et repérées sur 1 clarificateur de la station d'épuration, l'exploitant déclare que 4 autres prises d'eau sont également disponibles sur un autre clarificateur de la station.

L'inspection constate la présence de végétation autour des poteaux et des prises d'eau.

Les extincteurs sont vérifiés périodiquement, la dernière datant du 22 novembre 2024.

Par ailleurs, le site comporte un groupe électrogène alimenté par une cuve de gazole qui n'est pas identifiée afin de prévenir tout risque d'incendie. Le groupe permet notamment de palier les coupures d'électricité pour les installations de l'incinérateur. L'inspection constate que le local n'est pas identifié comme zone à risque (ATEX). Toutefois, le groupe électrogène dispose désormais de batteries GEM (sèche) ne présentant plus de risque ATEX, d'explosion dans le local.

En outre, l'exploitant précise avoir effectué un exercice incendie en octobre 2024 en présence des pompiers. Le compte-rendu est positif, bonne réaction du personnel avec une seule demande des pompiers d'un plan de masse que l'exploitant n'a pas encore transmis. La fiche FIRE (fiche d'intervention rapide en entreprise) des pompiers pourrait utilement être rédigée afin de faciliter l'intervention des pompiers en toute sécurité sur le site.

Pour finir, l'inspection n'a pas constaté la présence de groupes de pompage pour alimenter le réseau d'eau incendie sur le site, ce que confirme l'exploitant qui explique que cette question ne s'est pas posée lors de l'exercice d'octobre dernier, ayant utilisé les camions pompiers sur les poteaux incendie et prises d'eau.

## Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande n°7** : l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois procéder au nettoyage de la végétation sur les poteaux incendie et les prises d'eau afin de les rendre visibles et facilement accessibles aux moyens de secours extérieurs. Il transmettra également à l'inspection les résultats des tests sur les poteaux incendie afin de s'assurer qu'ils délivrent simultanément un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.

**Demande n°8** : l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois bien identifier le local du groupe électrogène, notamment en précisant la nature et volume de la cuve de gazole afin de prévenir tout risque d'incendie.

**Demande n°9** : l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois transmettre au SDIS 76 à minima le plan de masse du site (accompagné éventuellement d'une fiche FIRE) en mettant l'inspection en copie.

**Demande n°10** : l'exploitant doit au plus tard sous un délai de 3 mois mettre en oeuvre des groupes de pompage pour alimenter le réseau d'eau incendie sur son site, par exemple des moto-pompes d'extinction d'incendie ou justifier à l'inspection de la non nécessité de tel dispositif de pompage, en sollicitant par exemple l'avis du SDIS 76.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois